PERFORMANCE DE LA POLITIQUE DE LUTTE CONTRE LA DEFORESTATION À MADAGASCAR (CAS DE LA REGION ANALANJIROFO)

RADIMILAHY Manana Asidy, BELA Christian, VAVISOA Angelina, BOLA Aldiel Agaustinis, RAZAFINTSALAMA Rivomanantsoa Lanto et BEMARINA Appolinaire Jocelyn

Université de Toamasina, Madagascar
asidymanana@gmail.com ; Tél. : 032 81 806 59 /034 71 733 22
christianbela@yahoo.fr ; dyaslina@yahoo.fr ;
aldielbola@ymail.com ; nylovasoa@gmail.com ;
b_a_jocelyn@yahoo.fr

Résumé

En raison du taux élevé de déforestation à des fins agricoles et énergétiques, Madagascar est l'un des endroits au monde où la diversité biologique est à la fois concentrée sur une petite surface et sérieusement menacée (Bernard, 2005). Ayant ratifié la Convention sur la diversité biologique (CDB), Madagascar a mis l'accent sur la valorisation et la gestion durable de ses ressources naturelles par l'adoption de politiques de lutte contre la déforestation. D'une manière générale, la performance d'une politique est la capacité à atteindre les objectifs qu'elle s'est fixée. La réalité à Madagascar révèle que la déforestation reste un problème difficile pour le gouvernement, malgré l'existence de structures bien définies. L'objectif de ce manuscrit est de fournir un outil pour mesurer l'efficacité de l'intervention de l'Etat dans le monde rural à travers sa politique sectorielle. Pour réaliser cette étude, nous avons mené une enquête auprès de trois cents (300) ménages dont les activités dépendent de l'utilisation des forêts. Les données recueillies ont été saisies sous Windows Word et Excel et analysées à l'aide du logiciel SPSS (Statistical Package for the Social Sciences), version 20. Les résultats ont montré que la politique de Madagascar en matière de lutte contre la déforestation est peu efficace. Cela s'explique par l'impertinence des stratégies et l'incohérence des actions de l'Etat. Ensuite, le problème de la gouvernance, ainsi que l'attitude et le comportement de la population vivant autour des forêts rendent la politique de lutte contre la déforestation faible. Nos résultats ont également montré que la question de l'efficacité de la politique est associée au niveau d'éducation de toute la population impliquée dans la destruction des forêts. Notre enquête a révélé qu'environ 86% de la population dépend de la forêt pour sa survie. Cela nous fait comprendre que l'exploitation de la forêt est indispensable à leur vie. En outre, le faible niveau d'éducation de la population rurale (plus de 70% n'ont jamais été à l'école, seuls 25% ont terminé l'école primaire) rend difficile de répondre à l'objection de l'action du gouvernement pour lutter contre la déforestation. Par conséquent, l'État doit comprendre et introduire ces éléments reflétant la réalité lors de la définition de ses politiques de lutte contre la déforestation. Il est certain que la prise en compte de la réalité rurale est un élément clé pour améliorer la performance de la politique de lutte contre la déforestation à Madagascar.

Mots clés : *performance-politique-lutte-déforestation*

Abstract

Due to the high rate of deforestation for agricultural and energy purposes, Madagascar is one of the places in the world where biological diversity is both concentrated on a small area and seriously threatened (Julle, 2005). Having ratified the Convention on Biological Diversity (CBD), Madagascar has emphasized the enhancement and sustainable management of its natural resources through the adoption of policies to combat deforestation. Generally speaking, the performance of a policy is the capacity to achieve the objectives it has set itself. The reality in Madagascar reveals that deforestation remains a difficult problem for the government, despite the existence of well-defined structures. The objective of this manuscript is to provide a tool to measure the effectiveness of the State's intervention in the rural world through its sectorial policy. To carry out this study, we conducted a survey of three hundred (300) households whose activities depend on the use of forests. The data collected were entered in Windows Word and Excel and analysed using SPSS (Statistical Package for the Social Sciences), version 20. The results showed that

ISSN : 2709-8192_ https://portal.issn.org/resource/ISSN/2709-8192

Madagascar's policy to combat deforestation is not very effective. This is explained by the impertinence of strategies and the inconsistency of state actions. Secondly, the problem of governance, as well as the attitude and behaviour of the population living around the forests make the policy to fight deforestation weak. Our results also showed that the issue of policy effectiveness is associated with the level of education of the entire population involved in forest destruction. Our survey revealed that about 86% of the population depends on the forest for their survival. This makes us understand that the exploitation of the forest is indispensable to their lives. Moreover, the low level of education of the rural population (more than 70% have never been to school, only 25% have completed primary school) makes it difficult to answer the objection of the government's action to fight deforestation. Therefore, the State must understand and introduce these elements reflecting reality when defining its policies to combat deforestation. Certainly, taking into account the rural reality is a key element in improving the performance of the policy to combat deforestation in Madagascar.

Keywords: *performance-policy-fight-deforestation*

Introduction

Madagascar, île d'une superficie de 592 000 km², est reconnue comme l'un des sept pays du monde possédant une extraordinaire richesse écologique (Jacque, 2015). Cependant, le pays perd actuellement son capital forestier par le seul défrichement, avec 200 000 hectares de forêt détruits chaque année (Julle, 2005). Madagascar a ratifié la Convention sur la diversité biologique (CDB), mettant l'accent sur la valorisation et la gestion durable de ses ressources naturelles par l'adoption de politiques de lutte contre la déforestation.

Comme la raison d'être de toutes les autres politiques publiques, la lutte contre la déforestation doit atteindre son objectif général ainsi que des objectifs spécifiques fixés au préalable. Ces derniers constituent le principal indicateur de son efficacité et les paramètres permettant d'évaluer les performances de la politique en question. En d'autres termes, la performance d'une politique est la capacité à atteindre les objectifs qu'elle s'est fixés.

Relativement peu touchée par le développement industriel, la région d'Analanjirofo abrite un patrimoine exceptionnel du point de vue de la biodiversité et des forêts. Cependant, la réalité dans cette région, comme à Madagascar en général, révèle que la déforestation gagne régulièrement du terrain et reste un problème difficile pour le gouvernement, malgré l'existence de structures bien définies. Alors pourquoi ? Quels sont les paramètres associés à cette efficacité ?

L'objectif de ce manuscrit est de fournir un outil pour mesurer l'efficacité de l'intervention de l'Etat dans le monde rural à travers sa politique sectorielle.

Cadre Général

Aperçu sur le site d'étude

Entourant le littoral-nord de l'ex-province de Toamasina, notre zone d'étude se situe au Nord Est de Madagascar. Cette région est limitée au Nord par le district d'Antalaha (Région SAVA), à l'Ouest par les districts de Mandritsara (Région SOFIA), d'Andilamena et d'Ambatondrazaka (Région Alaotra-Mangoro), au Sud par le district de Toamasina II (Région Atsinanana) et enfin à l'Est par l'Océan Indien. Remarquée par ses plantations de girofliers, Analanjirofo est une région vaste étendue sur une superficie de 22 384 km², avec une densité de 38 habitants par km² en 2012. Elle est composée par six(6) districts, à savoir : Fénérive-Est (chef lieu de la région), Vavatenina, Soanierana Ivongo, Sainte Marie, Mananara Nord et Maroantsetra.

ISSN : 2709-8192_ https://portal.issn.org/resource/ISSN/2709-8192

Tableau 1. Caractéristique géographique et démographique

District	Superficie (km^2)	Nombre de la population	Position
Fénérive-Est	2 570	300 100	littorale
Mananara Nord	4 320	178 005	littorale
Maroantsetra	6 876	213 000	littorale
Sainte Marie	210	28 200	littorale (île)
Soanierana Ivongo	5 204	142 500	littorale
Vavatenina	3 204	174 300	non littorale

Parmi les six districts d'Analanjirofo, Maroantsetra est le plus tendu, tandis que Fénérive-Est est le plus pleupleu. Actuellement, la déforestation gagne du terrain partout dans les districts de a région.

Principaux rôles joués par les forêts

Les forêts sont une source de subsistance pour de nombreuses personnes dans la région d'Analanjirofo. La majorité de la population de cette région vit de la terre et utilise quotidiennement une grande variété de produits forestiers. À ces utilisations locales se superpose une demande nationale et internationale de biens et de services, notamment du bois d'œuvre et du bois industriel, des produits forestiers non ligneux tels que le gibier, du matériel génétique potentiellement utile, la protection des bassins versants et la séquestration du carbone qui limite l'effet de serre. L'utilisation des biens et services de la forêt par les habitants d'Analanjirofo varie grandement selon les usages qu'ils en font et peut généralement être classée en trois grandes catégories : les usages productifs, les fonctions socioculturelles et les services environnementaux.

Le bois de chauffage et le charbon de bois sont les principales sources d'énergie dans cette région, représentant environ 70 % de l'énergie totale consommée. Ils sont largement utilisés au niveau des ménages, tant en milieu rural qu'urbain, fournissant plus de 80 % de l'énergie nécessaire à la cuisson, au chauffage et à l'éclairage. Le charbon de bois est le combustible préféré par la majorité de la population de la région d'Analanjirofo. Les industries alimentaires traditionnelles font également un usage important des combustibles ligneux, comme l'extraction de l'huile de girofle (surtout dans les districts de Vavatenina, Fénérive-Est et Soanierana-Ivongo), le fumage du poisson et de la viande (comme dans les districts de Mananara-Nord et Maroantsetra). Les industries agricoles, telles que le séchage du tabac, le séchage du thé et la fabrication du sucre, sont également d'importants utilisateurs de combustibles ligneux.

MÉTHODOLOGIE

En dehors des recherches bibliographiques et visite auprès de services de pêche dans la zone d'étude, nous avons mené une enquête auprès de trois cents (300) ménages dont les activités dépendent de l'utilisation des forêts. En général, le critère d'inclusion est fondé sur la condition d'être résidant au moins un an dans la zone cible et d'être utilisateur potentiel des forets. Étant donné que cette région est composée de six Districts, nous avons choisi au hasard 50 ménages pour chaque district. Cela nous mène à avoir l'effectif total des enquêtés à 300 ménages. Sur ce, nous avons adressé à la personne disponible au moment de l'enquête, mais plus précisément au utilisateur de foret rencontré sans distinction de sexe et cela continuait jusqu'à la 50ème personne rencontré à chaque district. Ainsi, les données recueillies ont été traitées sous le Windows Word et Excel (version 2010) et analysées avec le logiciel SPSS, version 20.

Résultats

Dépendance de la population aux forets

Tableau 2. Coefficient de dépendance aux forets

Proportion de dépendance	1% à 35%	36% à 66%	67% à 98%	Total
Nombre	36	66	192	300
Pourcentage	14%	22%	64%	100%

ISSN : 2709-8192_ https://portal.issn.org/resource/ISSN/2709-8192

La majorité de la population ciblée dépende de l'exploitation de foret pour survire et cette situation à été doré bien avant.

Tableau 3. Utilisation de foret

Utilité	Charbon de bois	Matériels de construction	Commerce	Total
Nombre	54	156	108	300
Pourcentage	18%	52%	36%	100%

En général, la population de la région Analanjirofo utilise les bois de forêt (primaire ou secondaire) à la construction des meubles et des maisons, pour de fin commercial et comme source d'énergie.

Niveau d'instruction, facteur favorisant l'inefficacité de la politique publique

Tableau 4. Niveau d'instruction des enquêtés

Niveau	N'avait jamais été à l'école	Primaire	Secondaire	Total
Nombre	210	78	12	300
Pourcentage	70%	26%	4%	100%

Environ 70% des exploitants enquêtés ont un niveau d'éducation très bas (n'avait jamais été à l'école). Seulement 20 % entre eux ont terminé au moins le niveau primaire, mais sans dépassé le secondaire.

Tableau 5. Conscience de l'importance de la protection de foret

Conscient	Oui	Non	Total
Nombre	60	240	300
Pourcentage	20%	80%	100%

Cette statistique nous montre que la population cible ne connaissent pas l'importance de la protection de foret et ne sont pas conscient des instabilités qui peut être arrivé par la dégradation des forets.

Impertinence et incohérence des actions par rapport à la réalité

Tableau 6. Avis sur l'acceptation des actions de l'État en matière de protection de foret

Perception	Importante	Non importante	Total
Nombre	84	216	300
Pourcentage	28%	72%	100%

Tableau 7. Avis sur l'utilité de l'intervention de l'État à travers de la politique de lutte contre la déforestation

Utilité	Oui	Non	Total
Nombre	32	168	300
Pourcentage	44%	56%	100%

Ces deux derniers tableaux montrent que la majorité de la population ciblée n'ont pas confiance à l'intervention de l'État en matière de la protection des forets.

Enjeux de la politique de la lutte contre la déforestation à Madagascar

Importance de foret à la survie de la population

Comme nos résultats l'ont montré, les personnes interrogées sont fortement dépendantes de la foreuse. Cela peut expliquer pourquoi ils sont très dépendants de l'exploitation de leur environnement. En effet, les stratégies et les actions menées pour lutter contre l'exploitation forestière doivent être cohérentes et raisonnables pour les acteurs. En dehors du charbon de bois, les forêts primaires de la région d'Analanjirofo courent des risques de surexploitation pour satisfaire les besoins commerciaux.

Niveau de scolarisation de la population cible, maillon faible à l'intervention de l'Etat

D'après cette étude, nous pouvons dire que le niveau d'éducation d'une grande partie de la

ISSN : 2709-8192_ https://portal.issn.org/resource/ISSN/2709-8192

population ciblé est particulièrement bas (70 % d'entre eux n'ont jamais été à l'école). Il est clair que ce niveau a une influence considérable sur la façon dont ils réagissent à une situation, comme la réalité de la surexploitation des ressources dont ils ont besoin. Le niveau d'éducation permet de mieux comprendre le mécanisme et l'interdépendance entre l'action de l'humanité et la destruction de l'environnement.

Pertinence des stratégies et cohérence des actions menées, conditions incontournable à la performance de la politique de lutte contre la déforestation

Dans son ensemble, notre étude a montré que la politique de l'Etat liée sur la lutte contre la déforestation n'est pas pertinente, car sa conception ne tien pas en compte les besoins et la réalité de la population concernée. La réalité a montré que les sanctions sur la déforestation ne favorisent pas des mesures d'accompagnement pour modifier l'attitude et comportement des acteurs locaux.

Pistes de solutions relatifs à la politique de la lutte contre la déforestation

Exploitation durable des forêts

L'utilisation durable est l'utilisation des composants de la biodiversité d'une manière et à un rythme qui n'entraînent pas leur déclin à long terme, sauvegardant ainsi leur potentiel pour répondre aux besoins et aux aspirations des générations actuelles et futures. Il s'agit de prendre en compte la forêt en tant que ressource naturelle, écosystème, d'une part, et les êtres humains qui dépendent socialement et économiquement de la forêt, d'autre part.

Comme les différents rôles de la forêt doivent être préservés, le développement des uns ne doit pas se faire au détriment des autres. En d'autres termes, qu'il faut tenir compte de l'interdépendance entre les terres forestières destinées à l'agriculture et les autres utilisations, plutôt que de les considérer comme des formes de ressources incompatibles.

Toujours en relation avec les principes mis en avant, la participation des populations locales à la gestion des forêts constituerait une base pour la durabilité des ressources. Ce principe peut d'ailleurs être considéré comme acquis, si l'on se réfère à la politique environnementale de Madagascar, qui préconise la participation des communautés au projet de développement tout en les considérant comme les "gardiens et conservateurs" les plus efficaces de ces espaces naturels.

La prise en compte de la communauté se manifesterait par la reconnaissance de leurs droits sur les ressources. Cette considération augmenterait leur motivation à préserver les ressources naturelles dans leur intérêt, en tant que sources de leurs activités socio-économiques et culturelles. En outre, la décentralisation du pouvoir de décision à un certain niveau de gestion renforcerait la participation des paysans.

En résumé, l'établissement d'un cadre juridique et institutionnel pour la gestion communautaire des forêts fournirait une base solide pour la durabilité de cette ressource. Sur le plan organisationnel, la gestion communautaire est acceptée ici. Cependant, il faut noter que d'un point de vue économique, pour que l'entreprise soit efficace et rentable, la gestion doit être confiée à des professionnels. En outre, outre la communauté locale, toutes les autres parties prenantes devraient être consultées lors de

ISSN : 2709-8192_ https://portal.issn.org/resource/ISSN/2709-8192

l'élaboration du plan de gestion de la forêt en question.

Considération de la réalité rurale, élément garantissant la performance de la politique de l'Etat

Afin de garantir l'efficacité de la politique de l'État en matière de déforestation, les stratégies et les actions doivent tenir compte de la situation dans laquelle vivent les principaux acteurs. Nos résultats ont montré que l'intervention des organisations contre la déforestation n'est pas adaptée à la situation de la population. En effet, la définition d'une politique doit tenir compte de ce qui se passe dans la population locale.

Conclusion

Chaque année, la déforestation est un phénomène inévitable dans la région d'Analanjirofo. Des politiques ont été adoptées afin de lutter contre cette situation, mais rien n'a été efficace. Cette dernière est favorisée par plusieurs paramètres tels que la forte dépendance de la population rurale à l'égard des forêts, son niveau d'éducation, ainsi que le manque de prise en compte de la réalité locale lors de la définition d'une politique à mettre en œuvre. En effet, la performance d'une politique ou des interventions des autorités est basée sur la pertinence de la situation locale et la cohérence des actions de la politique elle-même. Dans la région d'Analanjirofo où la population vit principalement dans les forêts et a généralement un faible niveau de compréhension de l'importance du développement durable, l'Etat doit introduire l'attitude et le comportement dans les composantes de la formule de lutte contre la déforestation. Plus précisément, le manque de prise en compte de la réalité locale rend faible la performance de la politique de lutte contre la déforestation. Cependant, existe-t-il un système qui intègre la population locale dans la lutte contre la déforestation à Madagascar ?

Bibliographie

Jacque, V (Juillet 2015). Rapport environnemental Africain. Banque Mondiale, p65.

Julle, B., (2005). La déforestation se poursuit à un rythme alarmant - Nouveaux chiffres de la FAO, les conclusions de l'Evaluation des ressources forestières mondiales, 35pages.

ISSN : 2709-8192_ https://portal.issn.org/resource/ISSN/2709-8192